DEUXIÈME PARTIE II : LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES ET LES AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES

Il faut examiner, successivement le cadre normatif (Chapitre I) et institutionnel (Chapitre II) des attractions et aménagements touristiques.

CHAPITRE I: LE CADRE NORMATIF DES ATTRACTIONS ET DES AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES

Le dynamisme du secteur touristique dépend en grande partie des attractions touristiques disponibles et des politiques d'aménagements touristiques.

L'Etat du Sénégal, à travers la « Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques, SAPCO », définit et met en œuvre un schéma directeur d'aménagement en vue, notamment de :

- la mise en place des infrastructures nécessaires à la viabilisation des terrains dans les zones d'intérêt touristique ;
- la mise en place d'équipements collectifs et leur administration, la cession ou la location des terrains viabilisés à des promoteurs ou à des gérants qualifiés ;
- la réalisation d'investissements nationaux ou étrangers sur les zones aménagées.

Cependant, une telle option gagnerait davantage à impliquer suffisamment les acteurs locaux et à prendre en compte la dimension communautaire du marché du tourisme, tout en luttant efficacement contre les pillages de ressources et la dégradation des monuments. C'était d'ailleurs tout le sens de Décision n°11/2010/CM/UEMOA portant adoption du Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA (PRD/TOUR), laquelle est désormais complétée et opérationnalisée par Directive n° 01/2019/CM/UEMOA du 27 septembre 2019 portant harmonisation des stratégies de développement touristique au sein de l'UEMOA.

Après avoir exposé brièvement la problématique générale des attractions et des aménagements touristiques (Section I), nous analyserons les politiques publiques en la matière (Section II) en tenant bien compte de cette dimension communautaire.

SECTION I : LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DES ATTRACTIONS TOURISTIQUES ET DES AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES

Nous aborderons succinctement les divers enjeux liés aux attractions et à l'aménagement touristiques (Paragraphe I) avant de présenter brièvement l'intérêt d'une politique commune en matière d'aménagement et d'attractions touristiques (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I: LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES, DE DURABILITÉ ET DE GOUVERNANCE EN MATIÈRE D'ATTRACTIONS TOURISTIQUES ET D'AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES

En fait d'aménagement et d'attractions touristiques, ce sont les problématiques de durabilité (I) et de développement local (II) qui retiennent davantage l'attention des décideurs.

I. L'ECOTOURISME ET LE TOURISME RESPONSABLE

Selon une classification fondée sur sa nature, une attraction touristique peut être rangée dans l'une des catégories suivantes :

- Attraction touristique naturelle ;
- Attraction touristique artificielle ;
- Attraction touristique culturelle, scientifique et historique ;
- Attraction touristique mixte.

Constitue une attraction touristique naturelle, tout espace, produit, élément, phénomène de la nature dont l'existence, le comportement ou la vie est, essentiellement, exclusive de toute intervention de l'Homme, et propre à susciter un attrait touristique.

Constitue une attraction touristique artificielle, toute œuvre architecturale ou monumentale résultant en tout ou partie du travail de l'Homme et présentant un attrait touristique.

L'attraction touristique culturelle est celle dont les caractéristiques touristiques tiennent aux éléments culturels qu'elles expriment ou représentent.

Une attraction touristique est mixte lorsqu'elle résulte d'une combinaison variable de la culture, du fait de l'Homme et de la nature.

L'essor de la pensée du tourisme responsable invite à pratiquer un tourisme responsable, soucieux de la préservation des ressources touristiques fauniques,

biologiques, des monuments et des sites touristiques. A cet effet, au Sénégal, la charte nationale du tourisme engage les parties-prenantes à :

- Promouvoir un tourisme respectueux des mœurs et des valeurs culturelles en minimisant les impacts négatifs des activités touristiques sur l'Environnement et les Collectivités Locales ;
- Renforcer l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, gage d'un développement économiquement viable et socialement équitable pour les générations présentes " sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins " ;
- Amener les populations locales et les touristes au respect de l'environnement et de la diversité des cultures.

Malencontreusement, la problématique de l'écotourisme ou du tourisme responsable semble avoir échappé aux rédacteurs de la Directive n° 01/2019/CM/UEMOA du 27 septembre 2019 portant harmonisation des stratégies de développement touristique au sein de l'UEMOA. En effet, ce texte ne fait aucune mention de l'exigence de préservation des valeurs morales dans le développement du tourisme et passe sous silence l'impératif de durabilité dans l'exploitation des ressources touristiques naturelles.

II. L'IMPLICATION DES ACTEURS LOCAUX ET LA PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION COMMUNAUTAIRE

L'existence d'une Charte Nationale du Tourisme conformément aux orientations du Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA a été une des occasions pour l'État du Sénégal de rappeler l'importance de la décentralisation en matière de tourisme. La charte de développement durable du tourisme vise à obtenir l'adhésion et la mobilisation active de toutes les parties impliquées autour des exigences de sauvegarde du patrimoine touristique, de préservation de l'identité culturelle locale et de protection de l'environnement. A cet égard, la charte engage ses signataires à asseoir une concertation permanente entre les acteurs de l'activité Touristique, Administration du Tourisme, Secteur Privé, Collectivités et Populations locales, tout en renforçant la collaboration avec les autres secteurs d'activités.

Une telle exigence est confortée par la Directive n° 01/2019/CM/UEMOA du 27 septembre 2019 portant harmonisation des stratégies de développement touristique au sein de l'UEMOA. En effet, selon l'article 5 de cette Directive, « *la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement touristique incombe essentiellement à chaque État membre, aux collectivités territoriales, au secteur privé et aux organisations de la société civile intervenant dans le domaine du tourisme* ».

En outre, l'article 7 de la même Directive dispose que « *les collectivités territoriales adaptent et mettent en œuvre, à l'échelle locale, la politique en matière de tourisme et d'hôtellerie et appuient les équipes de contrôle de la réglementation. À cet effet, elles*

engagent toute initiative visant la valorisation des ressources touristiques locales, notamment la réhabilitation, l'entretien, la préservation et la protection des monuments et des sites touristiques ».

PARAGRAPHE II : L'OPPORTUNITÉ D'UNE VISION COMMUNAUTAIRE ET INTRACOMMUNAUTAIRE EN MATIÈRE TOURISTIQUE

Après avoir exposé les enjeux liés au tourisme communautaire (I), nous analyserons l'intérêt d'une offre touristique communautaire (II) et l'importance de la promotion du tourisme intracommunautaire (III).

I. L'IMPORTANCE DU TOURISME INTRACOMMUNAUTAIRE

Il ressort de l'exposé des motifs de la Décision n°11/2010/CM/UEMOA Portant adoption du Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA (PRD/TOUR), la volonté de faire *« émerger l'espace UEMOA comme un marché régional de tourisme visible, attractif et compétitif »*. C'est à ce titre que ledit programme a été décliné en plan d'actions comprenant la mise en place d'un marché régional en vue de réaliser des synergies et d'exploiter la diversité du potentiel touristique de l'Union. Car, il a été relevé que *« les actions en direction du marché intracommunautaire sont quasiment inexistantes. Les rares actions de promotion intracommunautaire manquent de spécialisation ; elles sont redondantes dans la plupart des cas et visent pratiquement les mêmes partenaires et cibles sur les marchés émetteurs. Cette situation limite la visibilité du tourisme de l'UEMOA et maintient la saisonnalité touristique dans l'espace de l'Union »*.

Au plan de la législation, l'UEMOA envisage donc de développer le tourisme intracommunautaire. Cela requiert donc la consécration de principes forts en cohérence avec les libertés économiques communautaires consacrées par les articles 91 et suivants du Traité de l'UEMOA. En effet, aux termes de l'article 91 alinéa 1, *« Sous réserve des limitations justifiées par des motifs d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, les ressortissants d'un État membre bénéficient sur l'ensemble du territoire de l'Union de la liberté de circulation et de résidence qui implique :*

- *L'abolition entre les ressortissants des États membres de toute discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne la recherche et l'exercice d'un emploi, à l'exception des emplois dans la Fonction Publique ;*
- *Le droit de se déplacer et de séjourner sur le territoire de l'ensemble des États membres ;*
- *Le droit de continuer à résider dans un État membre après y avoir exercé un emploi ».*

L'application de ces principes dans le domaine du tourisme doit nécessairement se traduire par des offres de produits communautaires et ce, « *afin de développer progressivement une forte culture de pratique du tourisme intracommunautaire par les ressortissants de l'UEMOA* »¹.

II. L'INTÉRÊT DE LA CRÉATION D'OFFRES TOURISTIQUES COMMUNAUTAIRES

Selon les autorités de l'UEMOA, l'offre touristique communautaire vise à développer un tourisme durable et à forte valeur ajoutée dans l'Union. Il s'agira de créer et d'organiser une offre touristique communautaire, s'appuyant sur une coordination et une dynamisation régionale de l'aménagement et de la réhabilitation des sites, ainsi que sur l'amélioration de la qualité des services (Annexe à la Décision n°11/2010/CM/UEMOA Portant adoption du PRD/Tour, page 6). Cette vision envisage, notamment à :

- accélérer la mise en circulation du visa communautaire ;
- la prise en compte de la dimension Tourisme dans les programmes d'aménagement du territoire communautaire, notamment les programmes d'échanges transfrontaliers ;
- soutenir les initiatives visant à repositionner la destination UEMOA sur les marchés émetteurs de touristes.

De manière plus concrète, cette approche permettra une articulation plus harmonieuse des diverses politiques nationales d'aménagement et de préservation du capital touristique. Cela est d'autant plus nécessaire en matière de tourisme cynégétique dans la mesure où, en raison de leur mobilité transfrontalière, les espèces, leur mode et période de reproduction, leur protection, exigent, sinon des politiques communes ou, à tout le moins, des politiques concertées. Ainsi, les périodes d'interdiction de chasse, les espèces protégées doivent, dans chaque Etat, être connues des Etats limitrophes.

III. L'IMPORTANCE D'UNE PROMOTION DU TOURISME INTRACOMMUNAUTAIRE

Selon la Directive n° 01/2019/CM/UEMOA du 27 septembre 2019 portant harmonisation des stratégies de développement touristique au sein de l'UEMOA, « chaque État membre

---

¹Annexe à la Décision n°11/2010/CM/UEMOA Portant adoption du Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA (PRD/TOUR), page 10.

définit et met en œuvre un plan de développement et de promotion du tourisme domestique. Les États membres et la Commission de l'UEMOA s'associent pour promouvoir et développer la pratique du tourisme intra- communautaire » (article 30).

Mais la faiblesse du tourisme intracommunautaire relève souvent d'un manque de moyens. La population, confrontée au chômage ou à la précarité, ne s'offre que très rarement le « luxe » d'un voyage touristique à l'intérieur de son propre pays. C'est pourquoi le législateur communautaire engage les États à encourager « la mise en place de tarifs préférentiels d'accès aux infrastructures touristiques applicables aux touristes nationaux et intracommunautaires » (article 31 de la Directive).

SECTION II : LES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE DE RESSOURCES TOURISTIQUES

Après une étude des politiques nationales de protection des ressources touristiques naturelles (paragraphe I), il sera question des limites (paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES POLITIQUES DE PROTECTION DES RESSOURCES TOURISTIQUES NATURELLES

A. LA DÉTERMINATION DES PRATIQUES TOURISTIQUES ANORMALES

Constitue une pratique anormale en matière de ressources touristiques, tout fait, acte, propos, quelles qu'en soient les modalités d'exécution, d'expression ou de diffusion, ayant pour objet ou pour effet, de porter atteinte à une ressource touristique.

Sont, notamment, des pratiques anormales en matière de ressources touristiques :

- a.** l'exploitation et/ou l'exportation illégale de la faune et de la flore à des fins industrielles, commerciales ;
- b.** le transfert à titre gratuit ou onéreux, de biens culturels ou historiques, en violation des règles régissant ces biens ;
- c.** la destruction ou la dégradation, individuellement ou en bande organisée, de ressources touristiques naturelles ou culturelles ;
- d.** la dissimulation de ressources touristiques culturelles découvertes, dans le but d'une exploitation et/ou une exportation des leurs atouts touristiques, artistiques ou culturels ;
- e.** le pillage, l'exploitation et/ou l'exportation illégale de ressources touristiques culturelles.

Ces pratiques n'ont pas fait l'objet de dispositions particulières expresses dans la Directive n° 01/2019/CM/UEMOA. La seule référence indirecte aux pratiques anormales

s'évince de la mention du rôle des collectivités territoriales dans la protection et la préservation des monuments et des sites touristiques (à l'exception des ressources touristiques naturelles, fauniques et botaniques ?).

B. LA SANCTION DES PRATIQUES TOURISTIQUES ANORMALES

Le cadre juridique de poursuite et de sanction des infractions en matière touristique est généralement constitué de textes spécifiques. Il en est ainsi du code de l'environnement. Il en est également de l'arrêté interministériel n°004279 du 20 avril 2004 portant création de la police touristique.

PARAGRAPHE II : LES LIMITES DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIERE DE PROTECTION DU CAPITAL TOURISTIQUE

Il s'agit essentiellement de l'absence de sanctions dissuasives et de l'absence de prise en compte de certaines contre-valeurs susceptibles d'émerger avec la dynamisation du secteur (infraction aux mœurs par exemple, maladies, déperdition scolaire dans les zones de forte dynamique touristique).

CHAPITRE II : LE CADRE INSTITUTIONNEL DES ATTRACTIONS ET DES AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES

La mise en œuvre des politiques et de la législation en matière touristique est assurée par un ensemble d'acteurs institutionnels dont les missions sont variées. Certaines institutions ont des compétences générales, tandis que d'autres ont des missions spécifiques. En outre, alors que certains acteurs sont publics, d'autres sont des structures privées. En tout état de cause, leur étude peut être entreprise en distinguant les institutions internes (section I), des acteurs supranationaux (section II).

SECTION I : LES INSTITUTIONS INTERNES

A côtés des structures publiques agissant sous la coupole de l'État (paragraphe I), il faut ajouter les professionnels du tourisme (paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES INSTITUTIONS PUBLIQUES NATIONALES

I. Les institutions centrales et déconcentrées

Un des axes stratégiques de développement du tourisme durable au Sénégal porte sur la réorganisation de la gouvernance touristique. Au plan central, ce dispositif institutionnel place le ministère de tutelle au cœur de la gouvernance.

A. Le Ministère du Tourisme et l'artisanat

Le Ministère du Tourisme et l'artisanat des loisirs, sous l'autorité du 1^{er} ministre, prépare et met en œuvre la politique arrêtée par le chef de l'État dans le domaine du tourisme et de l'artisanat.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 2024-966 relatif aux attributions du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, sous l'autorité du Premier Ministre, le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, au titre du tourisme :

- prépare et applique la législation et la réglementation relatives aux professions et aux activités touristiques et hôtelières.
- promeut l'encadrement du tourisme et veille à sa promotion, son développement ainsi qu'à sa diversification. Il assure à l'étranger la promotion du Sénégal comme destination touristique. Il encourage notamment le tourisme d'affaires et le tourisme de luxe.
- veille à la promotion de l'industrie touristique.

Le décret n° 2023-1711 du 7 Août 2023 sur les attributions du ministère du tourisme et des loisirs, organise le ministère et les directions comme suit : Un cabinet et des

services rattachés, un secrétariat général et des services rattachés, cinq directions, et deux administrations spécialisées.

Les cinq directions sont :

- ✓ études et planification : élaboration et actualisation du plan stratégique de développement, des programmes d'investissement publics correspondants, études générales sur le tourisme ;
- ✓ réglementation touristique : elle intervient sur la réglementation et le contrôle des activités touristiques et des professions. Elle est en charge d'accorder l'agrément de mise en exploitation des projets hôteliers et touristiques, du classement des hébergements et de superviser les services régionaux ;
- ✓ Transports aériens ;
- ✓ Investissement et Promotion touristique ;
- ✓ Administration générale et équipement.

Ce décret a été modifié par le décret 2014-853, lui-même modifié par le décret 2016-753 du 08 juin 2016. Aux termes de cette dernière modification, la Société Sénégal AirLines a été supprimée des sociétés sous tutelle du MTTA. En revanche ce même décret a ajouté Air Sénégal SA et Aviation Handling Services (AHS) au rang des structures sous tutelle du ministère.

Au niveau déconcentré, le Ministère dispose de sept services régionaux de tourisme, qui appliquent la politique nationale au niveau régional. En étroite collaboration avec le niveau central, ils mettent la réglementation.

B. Les agences et structures spécialisées

Elles sont nombreuses. Nous en retiendrons les principales.

1. L'Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique

Elle est régie par le Décret n° 91-1440 du 19 décembre abrogeant et remplaçant le décret n° 89-188 du 13 février 1989 portant organisation de l'Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique

Article premier : L'Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique est un établissement d'enseignement professionnel ayant pour vocation principale la formation aux niveaux moyen et supérieur dans les spécialités hôtelière et touristique. Elle assure la formation permanente des agents des mêmes secteurs par des séminaires et des stages. Elle est placée sous l'autorité du Ministère chargé du Tourisme.

Article 2 : L'Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique assure la formation dans les domaines suivants :

- ✓ **TOURISME** : (préparation Brevet de Technicien Supérieur du Tourisme).
Accueil (guides touristiques, information, animation) ;

Techniques de production et de vente ;
Administration et aménagement.
✓ HOTELLERIE :
1 – GESTION HOTELIERE : (préparation au Brevet de Technicien Supérieur en Gestion Hôtelière).
Cadres moyens de l'hôtellerie, agents de maîtrise.
2 – TECHNICIENS DE L'HOTELLERIE : (préparation au Brevet de Technicien de l'Hôtellerie).
Techniciens hôteliers.
3 – HOTELLERIE ET RESTAURATION : (préparation au Brevet d'Etudes Professionnelles).
Commis de réception, de cuisine/pâtisserie, de restaurant/...et d'étages, selon option.

2. L'Agence nationale de Promotion touristique

Elle est organisée par le DECRET n° 2004-1211 du 6 septembre 2004 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de Promotion touristique. Aux termes de l'article 2, l'Agence a pour missions de :

- ✓ Mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la promotion touristique ;
- ✓ Apporter aux personnes physiques ou morales, publiques ou privées œuvrant dans le secteur touristique l'assistance technique nécessaire à la promotion de leurs activités ;
- ✓ Mener des actions coordonnées en vue de la promotion du tourisme sénégalais par toutes les mesures appropriées ;
- ✓ Susciter la synergie entre les différents partenaires de l'État dans le développement du secteur.

En outre, elle est chargée de déterminer et de réaliser des programmes d'actions spécifiques pour la promotion touristique. Elle assure la mise à disposition permanente d'informations de toute nature sur la destination « Sénégal ».

La structure est gérée par un conseil d'administration et un directeur général. Le premier est chargé :

- ✓ De veiller à la bonne exécution des missions de l'Agence ;
- ✓ D'approuver les orientations stratégiques du programme prévisionnel annuel d'actions et du budget de l'Agence ;
- ✓ D'assurer le suivi et l'évaluation des activités de l'Agence, présenté par le Directeur général ;
- ✓ D'approuver le manuel de procédures de l'Agence.

Le second est chargé de veiller à la bonne exécution de l'ensemble des missions de l'Agence. Il dispose des pouvoirs pour assurer la gestion de l'Agence dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

3. Le Conseil National du Tourisme

Le Conseil National du Tourisme (CNT) est un organe consultatif créé en juillet 2003 (Décret n° 2003-636 du 18 juillet 2003 portant création du Conseil National du Tourisme). Il est composé de 22 membres dont 5 représentants des syndicats professionnels du secteur, 3 représentants des syndicats d'initiative et de 14 représentants de l'administration. Ce conseil sert de cadre pour la concertation et l'innovation dans le secteur. Cependant, dans les faits, il lui est reproché une certaine passivité.

4. Le conseil supérieur du Tourisme

Il a été créé par la Charte du tourisme. Aux termes de cette charte, le Conseil Supérieur du Tourisme est présidé alternativement par un représentant du Ministère du Tourisme et par un représentant du secteur privé pour un mandat d'un an.

Les fonctions de secrétariat sont assurées par le Ministère du Tourisme. Le Secrétaire assure la coordination des activités du Conseil, convoque les réunions et en dresse les procès-verbaux. Le Conseil se réunit au moins deux (2) fois par an.

Le Conseil Supérieur du Tourisme est un organe consultatif qui est chargé notamment de :

- ✓ Servir de cadre de concertation, de réflexion et d'échanges entre les différents partenaires sur toute question portant, entre autres, sur la sécurité du secteur, l'assainissement du milieu professionnel, la sensibilisation de tous les acteurs et la promotion de la " destination Sénégal " ;
- ✓ Faire des recommandations relatives aux programmes de recherche et d'activité établis par l'une des parties signataires.

II. Les collectivités locales

Le Sénégal étant un pays décentralisé, les collectivités locales jouissent de la compétence en tourisme et participent ainsi au développement du secteur à l'échelle locale. Cependant, l'absence d'une loi d'orientation rend floue la répartition des compétences entre l'Etat central et les collectivités décentralisées. A titre de droit comparé, on remarque que la loi burkinabé n°017-2005/AN du 17 mai 2005 portant loi d'orientation du tourisme au Burkina Faso circonscrit de prime abord, à l'article 8², le

---

²Article 8 de la loi burkinabé n°017-2005/AN du 17 mai 2005 portant loi d'orientation du tourisme au Burkina Faso:

« La mise en œuvre de la politique de développement touristique incombe essentiellement à l'État, aux collectivités territoriales, au secteur privé et aux structures associatives ».

cadre institutionnel de la gouvernance, et énonce plus loin que « *Les collectivités territoriales définissent et mettent en œuvre une politique locale en matière de tourisme et d'hôtellerie, appuient les équipes techniques de contrôle de la réglementation en matière de tourisme et d'hôtellerie.*

Elles engagent toute initiative visant la valorisation de ressources touristiques locales, la réhabilitation, l'entretien, la protection des monuments et sites touristiques » (article 10).

Au Sénégal, c'est le code des collectivités locales modifié qui comporte les germes d'un droit local du tourisme, à travers quelques compétences locales en matière de tourisme, telles que les syndicats d'initiative et de tourisme. Il n'existe donc pas de texte spécifique en matière de tourisme qui définit les attributions précises des collectivités territoriales.

En somme, au plan des institutions publiques nationales, l'État central et les collectivités interviennent, chacun avec un champ de compétences réservées et, le cas échéant, des compétences partagées.

Cependant, force est de ne pas occulter le poids et l'importance des institutions privées.

PARAGRAPHE II : LES INSTITUTIONS PRIVÉES

Une double approche peut être faite à ce niveau. Ainsi, à côté des organisations professionnelles, on peut relever les structures d'aménagement et d'accompagnement.

I. Les organisations professionnelles

Le secteur touristique connaît une forte dynamique associative. En effet, on relève plusieurs organisations faïtières privées qui jouent d'importants rôles dans le développement du tourisme et qui sont des interlocuteurs incontournables du MTTA. Ces groupements professionnels recourent des branches d'activités en général. Néanmoins, on peut recenser des organisations transversales telles que le Syndicat Patronal de l'Industrie Hôtelière au Sénégal (SPIHS) ou L'Association Patronale des Industries Hôtelières et Touristiques (APITS). D'autres organisations sectorielles s'y ajoutent :

- ✓ Le Syndicat des Agences de Voyage et de Tourisme du Sénégal (SAVTS);

- ✓ La Fédération Nationale des Offices et Syndicats d'Initiative du Tourisme (FNOSIT) ;
- ✓ L'Association Nationale des Guides Touristiques ;
- ✓ Le Syndicat des Travailleurs du Tourisme, des Hôtels, Bars et Restaurants ;
- ✓ L'Organisation Nationale pour l'Intégration du Tourisme Sénégalais (ONITS).

II. Les structures d'aménagement et d'accompagnement

A. La SAPCO

La SAPCO a été créée par le **décret n°76.840 du 24 juillet 1976**. Elle est constituée sous la forme d'une Société Anonyme à Participation Publique Majoritaire, et placée sous la tutelle du ministère du tourisme et des transports.

Sa mission initiale a été de mettre en œuvre l'aménagement touristique de la Petite Côte.

Suite à la signature d'une convention avec l'État en 1977, la SAPCO a bénéficié de la mise à disposition d'un titre foncier sous la forme d'un bail emphytéotique de longue durée. La SAPCO tire ses ressources loyers versés par les opérateurs auxquels les terrains sont sous-loués.

Son intervention a été étendue au niveau national avec l'élargissement de ses compétences en 2004 par voie de décret -4 décembre 2009, avec des nouveaux statuts.

Le 21 novembre 2012 une nouvelle convention a été adoptée concernant les missions de la SAPCO :

- ✓ Sa mission première est la création, le développement et la promotion du tourisme des côtes et zones touristiques du Sénégal ;
- ✓ Mais également l'identification des sites susceptibles de recevoir des projets touristiques la recherche des investisseurs nationaux et étrangers susceptibles de financer des projets hôteliers et para hôteliers sur les différents sites identifiés ;
- ✓ La création sur ces sites des stations touristiques en procédant notamment à la réalisation des aménagements de base, d'équipements collectifs et d'un environnement planté ;
- ✓ De veiller au respect, par les promoteurs appelés à s'établir sur la zone, des normes et règles d'urbanisme et d'architecture, dans le cadre du plan d'aménagement établi par le gouvernement ;

- ✓ La gestion des stations touristiques (comité de station).

Le décret 2013-1225 de Septembre 2013 portant répartition des services de l'état et de contrôle des établissements publics précise la relation entre la SAPCO et le ministère. Elle est un démembrement du ministère du tourisme chargé de mettre en œuvre l'aménagement.

Le bail confié à la SAPCO a été retiré le 2 octobre 2012, la privant ainsi de sa source de revenus principales (loyer). La SAPCO bénéficie également de subventions de fonctionnement et des sommes lui sont allouées dans le cadre du budget consolidé d'investissement.

Actuellement, le transfert de la propriété de titres fonciers de l'état vers la SAPCO est en cours de discussion.

B. L'APIX

L'APIX a été créée par le décret n° 2000-562 du 11 Juillet 2000 portant création et fixation des règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence Nationale chargée de la Promotion de l'Investissement et des grands travaux (APIX). Ce décret a été modifié par la loi n° 2005-26. L'Agence Nationale Chargée de la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux intervient aussi bien dans l'accomplissement de certaines formalités administratives de création d'entreprise, que dans la délivrance d'agrément au code des investissements et du statut des Entreprises Franches d'Exportation. A cet effet, elle gère le centre des formalités d'entreprise communément appelé le guichet Unique. Il suffit que les porteurs de projet d'investissement dans la création d'entreprise sollicitent l'appui de l'APIX pour qu'elle assure l'exécution des formalités requises pour la validation de son projet, gratuitement. A cet effet, elle joue un rôle d'interface entre l'administration et les entrepreneurs nationaux comme étrangers. Peu importe que ceux-ci ambitionnent d'investir et s'implanter ou encore de procéder à des extensions de leurs activités aux Sénégal. Les hommes d'affaires et les créateurs d'entreprise peuvent obtenir toutes les informations et tous les documents dont ils peuvent avoir besoin pour se faire délivrer des agréments, des licences, des autorisations, sans pour autant avoir besoin de faire le tour des services éparpillés dans des différents endroits de la capitale. Il assiste dans l'accomplissement des formalités administratives d'immatriculation (Numéro d'Identification National des Entreprises et des Administrations - NINEA-, Caisse de Sécurité Sociale, institution de

retraite). Le principal point faible de l'APIX est qu'elle gère un guichet unique situé uniquement à Dakar, les régions étant dépourvues d'institutions similaires. Il est certain alors que l'existence de ce guichet ne participe guère à la promotion de la création d'entreprises sur toute l'étendue du territoire.

SECTION II : LES INSTITUTIONS SUPRANATIONALES

Le secteur du tourisme est gouverné, en dehors des institutions nationales, par d'organes supranationaux.

Il convient d'étudier d'abord, le cadre communautaire (paragraphe I), avant d'explorer le cadre institutionnel international (paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LE CADRE INSTITUTIONNEL REGIONAL DU TOURISME

Au niveau régional, le cadre institutionnel pertinent est le cadre UEMOA. En pleine crise, l'UEMOA a enregistré en 2008, 1 622 000 touristes qui ont généré des recettes touristiques évaluées à 475 milliards de F CFA, avec un nombre total d'emplois estimé à 255 000 dans le secteur (2,2 millions de touristes en 2012 avec 580 milliards de FCFA de recettes). Consciente des enjeux, les États membres ont adopté, en 2010, les lignes directrices d'une politique commune de dynamisation du secteur, avec, à la clé, un Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA (PRD/Tour).

Cette première phase a atteint son stade de maturation avec l'institution des Coordinations nationales du PRD/Tour.

A terme, l'Union envisage de se doter d'un compte satellite du tourisme, une sorte de Matrice d'analyse macroéconomique des éléments de l'offre et de la demande sur le marché national ou communautaire de l'industrie touristique, et qui permet de mesurer l'importance économique du tourisme.

Au plan institutionnel, c'est la Commission de l'UEMOA qui est chargée d'assurer la coordination des politiques nationales et communautaires en la matière. En effet, aux termes de l'article 5 de la Décision n°11/2010/CM/UEMOA Portant adoption du Programme Régional de Développement du Tourisme au sein de l'UEMOA (PRD/TOUR), « *La Commission de l'UEMOA est chargée de l'impulsion, de la coordination, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du présent Programme.*

A cet effet, il est créé au niveau communautaire, un Comité régional chargé d'assister la Commission dans la coordination, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de ce Programme ». Toutefois, pour une meilleure efficacité de l'intervention de la Commission et de son Comité régional, l'article 6 de la même Décision a mis en place des comités nationaux de coordination. Ainsi, cet article 6, « Chaque État membre met en place un Comité national de coordination de la mise en œuvre du Programme Régional de Développement du Tourisme ».

En plus de son rôle de coordination, la Commission concourt, avec la BOAD, à la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du PRD/Tour.

PARAGRAPHE II : LE CADRE INSTITUTIONNEL INTERNATIONAL DU TOURISME

Il s'agit principalement de l'OMT